



## 14ème législature

<b>Question N° :</b> <b>104114</b>	<b>De M. Nicolas Dupont-Aignan ( Non inscrit - Essonne )</b>	<b>Question écrite</b>
<b>Ministère interrogé &gt; Armées</b>		<b>Ministère attributaire &gt; Armées</b>
<b>Rubrique &gt; défense</b>	<b>Tête d'analyse &gt; armée de terre</b>	<b>Analyse &gt; moyens. perspectives.</b>
Question publiée au JO le : <b>13/06/2017</b> Question retirée le : <b>20/06/2017</b> (fin de mandat)		

### Texte de la question

M. Nicolas Dupont-Aignan appelle l'attention de Mme la ministre des armées sur l'urgence de réinvestir massivement dans l'équipement de nos forces. En effet, il apparaît que sur les 40 dernières années l'armée de terre a perdu près de la moitié de ses véhicules en passant de plus de 8 000 à moins de 5 000 véhicules blindés. Ainsi, alors que dans les années 1980, la France disposait d'environ 1 350 chars lourds (AMX30), 50 chars légers (AMX13) 300 chars à roue légers (AMX10 RC), 825 blindés légers (ERC90 Sagaie, AML90, AML60), 1 800 blindés de combat d'infanterie (AMX10 P), 3 600 véhicules de transport de troupes (VAB), 134 chars d'artillerie blindée (AUF1), 105 canons (TRF1) et 400 mortiers (MO 120 RT) ; aujourd'hui, elle ne dispose plus que de 241 chars lourds (Leclerc), 249 chars à roue légers (AMX10 RC), 90 blindés légers (ERC90 Sagaie), 625 véhicules de combat d'infanterie (VBCI), 2 582 véhicules de transport de troupes (VAB), 1 448 véhicules blindés légers (VBAE), 32 chars d'artillerie blindée (AUF1), 77 canons automoteur (Caesar), 13 lance-roquettes (LRU) et 12 canons (TRF1). Il est donc impératif d'investir rapidement et massivement pour augmenter significativement la quantité de matériel disponible et opérationnel. À ce titre, il lui demande de bien vouloir lui indiquer si la construction d'un nouveau char de combat avec l'Allemagne (Léopard 3) ou l'achat sur étagère de chars lourds est envisagée à brève échéance, ainsi que l'acquisition de chars d'artillerie blindée, ou encore de Jaguar, de Griffon et de VBMR légers supplémentaires à ceux déjà programmés. Ces questions apparaissent essentielles, d'autant plus que des économies d'échelles sont sans doute possibles avec les partenaires de la France, compte tenu des exigences de l'OTAN de relever le budget militaire à plus de 2 % du PIB. Il lui demande sa position en la matière.